



2006

**Perspectives économiques
et revue financière de l'Ontario**

L'honorable Greg Sorbara
Ministre des Finances

Allocution

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2006, Allocution*, s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1

ou appeler (sans frais d'interurbain) au :

Centre d'information du ministère des Finances

Demandes en français et en anglais :

1 800 337-7222

Téléimprimeur (ATS) :

1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
www.fin.gov.on.ca

On peut se procurer des exemplaires du présent document auprès de :

Publications Ontario

880, rue Bay

Toronto (Ontario) M7A 1N8

Téléphone : 416 326-5300

Sans frais : 1 800 668-9938

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 268-7095

Site Web : www.publications.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2006

ISSN 1499-5557 (Imprimé)

ISSN 1499-5573 (PDF/HTML)

This document is available in English under the title:
2006 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement



INTRODUCTION

Monsieur le Président, j'ai l'honneur aujourd'hui de vous présenter les Perspectives économiques et la revue financière de l'Ontario de 2006 ainsi que les résultats financiers pour le deuxième trimestre.

Ces résultats révèlent que nous sommes en voie de respecter les objectifs de notre plan financier pour 2006-2007.

Cependant, d'ici l'année prochaine, le trésor de la province commencera à subir les contrecoups d'une économie qui croît de façon plus modérée que ce qu'on prévoyait il y a quelques mois à peine.

Depuis notre accession au pouvoir, l'Ontario a profité d'une croissance économique soutenue.

Cette croissance n'est pas le fruit du hasard.

Elle s'inscrit dans notre plan visant à favoriser le succès de l'Ontario à long terme.

Notre plan visant à consolider l'Ontario en misant sur les forces de sa population et en investissant dans la santé, l'éducation et la compétitivité de sa population.

Notre plan visant à assurer le succès de l'Ontario à long terme.

Les trois dernières années ont été fort occupées.

Revenons en arrière, à l'année 2003, si vous le voulez bien :

- quand notre système d'éducation publique ne répondait pas aux besoins des élèves de la province;
- quand notre système public de soins de santé était loin d'être en santé;
- quand les transports en commun étaient les laissés pour compte des politiques gouvernementales;
- quand les investissements dans l'enseignement postsecondaire et la formation accusaient du retard;
- quand le gouvernement provincial et les municipalités étaient à couteaux tirés;
- quand l'Ontario s'est retrouvé soudainement avec un déficit de 5,5 milliards de dollars.

Pour résumer, notre mandat il y a trois ans était de bâtir un meilleur Ontario.

Aujourd'hui, notre système scolaire compte un nombre accru d'enseignantes et d'enseignants, le nombre d'élèves par classe a diminué, les résultats des élèves à divers tests sont en progression et les installations scolaires ont fait peau neuve.

succès à
long terme

bâtir un
meilleur Ontario

plan énergétique
global

Aujourd'hui, l'amélioration des soins de santé primaires, des soins communautaires et des soins de longue durée se traduit par l'amélioration de la santé des Ontariennes et des Ontariens.

Aujourd'hui, des centaines de milliers d'étudiantes et d'étudiants profitent de notre investissement historique de 6,2 milliards de dollars dans l'enseignement postsecondaire.

Les travailleurs de la construction ont entrepris des projets d'infrastructure publique totalisant plus de 30 milliards de dollars grâce au plan ReNouveau Ontario.

Nous investissons 1,2 milliard de dollars dans de nouveaux services de transport en commun, de nouvelles routes et de nouveaux ponts dans les municipalités.

Nous avons mis au point un plan énergétique global qui garantit l'approvisionnement en électricité et qui encourage la conservation.

Aujourd'hui, la transparence et la prudence, deux piliers fondamentaux d'une démocratie florissante, constituent la clé de voûte du système de gestion des finances de la province.

Les Ontariennes et Ontariens sont à même de constater et d'apprécier les progrès que nous avons accomplis jusqu'ici.

Notre plan porte ses fruits, mais il reste encore beaucoup à faire.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET DÉFIS

croissance modérée

Monsieur le Président, une économie saine comporte plusieurs cycles conjoncturels.

Aujourd'hui, l'Ontario connaît une période de croissance économique plus modérée.

Il y a à peine quelques mois, la plupart des économistes s'attendaient à ce que l'économie de l'Ontario croisse à un rythme supérieur aux prévisions énoncées dans notre budget.

Depuis, plusieurs facteurs conjoncturels externes ont modifié ces attentes.

L'économie aux États-Unis, le partenaire commercial le plus important de l'Ontario, tourne à un régime moins soutenu.

Et un fléchissement de l'économie américaine a des conséquences immédiates ici.

En mai de cette année, le dollar canadien a atteint un pic inégalé en 28 ans.

L'appréciation de notre monnaie compromet la capacité des exportateurs ontariens de faire face à la concurrence étrangère.

ralentissement
de l'économie
américaine

Les prix du pétrole ont dépassé 78 dollars américains le baril en juillet 2006, un record.

Ces facteurs portent préjudice aux entreprises des quatre coins de l'Ontario.

Ils portent aussi préjudice aux habitants de la province.

Ces facteurs et d'autres éléments ont amené les prévisionnistes du secteur privé à réduire leurs attentes en matière de croissance immédiate pour le Canada et l'Ontario.

À vrai dire, l'économie poursuit son essor et crée toujours des emplois. Et elle continuera de le faire.

Toutefois, la plupart des experts s'attendent à un ralentissement de la croissance à court terme.

Les prévisionnistes du secteur privé croient, en moyenne, que le produit intérieur brut réel (PIB) de l'Ontario affichera une croissance de 1,7 pour 100 en 2006, de 2,1 pour 100 en 2007 et de 3,1 pour 100 en 2008.

Et la Banque du Canada a annoncé dernièrement que les taux d'intérêt allaient rester inchangés pour l'instant.

Certains économistes prédisent une baisse des taux d'intérêt au cours des prochains mois.

Une telle diminution des taux serait certainement la bienvenue en Ontario.

Monsieur le Président, nous avons l'habitude de tenir compte des risques qui planent à l'horizon et de modifier nos plans financiers en conséquence.

Le ministère des Finances prédit donc, maintenant, une croissance du PIB réel de 1,6 pour 100 en 2006.

Il s'agit là d'une diminution par rapport au taux projeté de 2,3 pour 100 énoncé dans le budget de 2006.

Cependant, nous nous attendons à un taux de croissance de 3,0 pour 100 d'ici 2008, un taux très légèrement supérieur au taux de 2,9 pour 100 prévu plus tôt cette année.

Autrement dit, la période actuelle de croissance modérée représente un pont vers un nouveau cycle d'expansion au sein d'une économie fondamentalement forte.

Monsieur le Président, n'oublions pas non plus que les prévisions économiques ne sont pas uniquement des lignes sur un graphique et des pourcentages sur une page.

Un ralentissement économique a des conséquences réelles sur des gens réels et les collectivités où ils vivent.

diminution
des taux d'intérêt
bien accueillie

investissements
stratégiques
permanents

Notre responsabilité consiste à prendre des mesures qui atténueront ces conséquences.

Nous maintiendrons nos investissements stratégiques permanents et à long terme dans les gens et l'économie.

Nous allons aussi centrer nos interventions sur quatre grands domaines prioritaires :

- les services et les programmes pour aider les travailleuses et travailleurs licenciés ou dont les emplois sont menacés;
- la réalisation accélérée d'un certain nombre de projets d'infrastructure pour générer une activité économique immédiate et appuyer la création d'emplois;
- la promotion du commerce interprovincial, y compris, d'une part, le jumelage des besoins industriels de l'Alberta et de la capacité industrielle de l'Ontario et, d'autre part, l'évaluation du bien-fondé de l'adhésion à l'accord commercial qu'ont conclu l'Alberta et la Colombie-Britannique;
- le lancement d'une nouvelle campagne pour encourager la population ontarienne à prendre ses vacances en Ontario.

Cette année, nous avons aussi accéléré l'élimination de l'impôt sur le capital, accepté un mode d'administration unique de l'impôt sur les sociétés et instauré un nouveau crédit d'impôt pour dividendes bonifié. Ces mesures favoriseront la création d'emplois et les investissements en Ontario.

MISE À JOUR FINANCIÈRE

Monsieur le Président, la période actuelle de croissance économique plus modérée aura des incidences inévitables sur notre plan financier.

Il est certain que nous avons fait de grands progrès pour ce qui est d'éliminer le déficit structurel de 5,5 milliards de dollars dont nous avons hérité.

Les Comptes publics de 2005-2006 ont révélé un léger excédent de quelque 300 millions de dollars l'an dernier.

En 2006-2007, nous continuons de prédire un déficit de 1,9 milliard de dollars.

Si la réserve n'est pas nécessaire, le déficit sera ramené à environ 900 millions de dollars.

Cependant, pour l'instant, nous allons modifier les prévisions à moyen terme que nous avons énoncées dans le budget de mars dernier.

Si les tendances économiques actuelles se maintiennent, notre déficit en 2007-2008 devrait s'établir à 2,2 milliards de dollars, une hausse par rapport aux prévisions de 1,5 milliard de dollars. Si la réserve n'est pas utilisée, le déficit ne s'élèverait qu'à environ 700 millions de dollars.

grands progrès
en vue d'éliminer
le déficit

Par contre, nous prévoyons un déficit de 1,0 milliard de dollars d'ici 2008-2009, ou un excédent d'environ 500 millions de dollars si la réserve n'est pas utilisée.

La réserve protège notre plan financier contre toute modification imprévisible et néfaste de la conjoncture économique.

Monsieur le Président, soyons bien clairs. Nous sommes déterminés à réaliser notre objectif inébranlable d'avoir des budgets équilibrés durables.

La population ontarienne n'en attend pas moins de nous.

Cependant, le ralentissement du rythme de croissance économique entraîne, d'une part, une diminution des revenus et, d'autre part, des pressions accrues sur les dépenses à court terme.

La réalisation de nos objectifs exigera une prudence et une discipline encore plus grandes pour ce qui est de la gestion des dépenses et des attentes.

PARTENARIAT AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Monsieur le Président, la possibilité que le gouvernement fédéral ne respecte pas ses obligations envers la population ontarienne et envers notre gouvernement représente un risque énorme.

Dans un article récent, Don Drummond, économiste en chef de la Banque TD, signalait que les fonds nets que le gouvernement fédéral perçoit en Ontario représentent une ponction gigantesque et nuisent à la capacité de l'économie ontarienne de faire face à la concurrence¹.

Le premier ministre McGuinty défendait les intérêts de la population de l'Ontario quand il a négocié l'Entente Canada-Ontario, dotée de 6,9 milliards de dollars.

Cette entente visait à régler l'écart injuste entre les fonds que la population ontarienne envoie à Ottawa et les biens et services qu'elle reçoit en retour.

Le premier ministre Harper a avalisé cette entente. Cependant, son gouvernement ne l'a pas respectée.

Nous nous attendons à ce que le gouvernement fédéral tienne parole.

Prenons des exemples précis. Nous nous attendons à ce que le gouvernement fédéral :

- assure le financement intégral de l'Entente Canada-Ontario;
- collabore, à titre de partenaire, à de grands projets d'infrastructure en Ontario, comme les transports en commun et le réseau nord-américain de postes frontaliers;

¹ Drummond, Don (septembre 2006), « What a Tangled Web We Leave », *Policy Options*, vol. 27, n° 7, p. 78-83.

**budgets équilibrés
durables**

**Entente Canada-
Ontario**

solutions
aux inégalités

- cherche des solutions au problème de la répartition injuste du Transfert canadien en matière de santé (TCS) et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS);
- mette en oeuvre l'Entente de partenariat sur le marché du travail pour fournir des services de formation et d'aide à l'emploi;
- adopte des règles d'assurance-emploi qui traitent les Ontariennes et Ontariens sur le même pied que les travailleuses et travailleurs d'autres régions du pays. Les chômeuses et chômeurs ontariens reçoivent en moyenne 3 600 \$ de moins en prestations ordinaires d'assurance-emploi que les personnes sans emploi d'autres provinces.

Nous invitons la population ontarienne à se joindre à nous et à exhorter elle aussi le gouvernement fédéral à respecter les engagements qu'il a pris auprès de notre gouvernement et à assumer ses responsabilités envers les Ontariennes et Ontariens.

Nous ne voulons rien de moins.

CONCLUSION

Monsieur le Président, l'économie ontarienne se porte bien.

Elle a créé plus de 250 000 nouveaux emplois ces trois dernières années.

Nos investissements dans les soins de santé, l'enseignement postsecondaire et l'infrastructure ont fait une différence réelle dans la vie des habitants de la province.

Cependant, la croissance de notre économie est moins forte à l'heure actuelle.

C'est pourquoi nous avons pris des mesures et nous allons poursuivre notre démarche financière prudente axée sur la discipline.

C'est aussi pourquoi nous allons continuer d'insister pour que le gouvernement fédéral traite la population ontarienne avec équité.

Étant donné que nous nous apprêtons à dresser le budget du prochain exercice et à définir notre stratégie pour les prochaines années, je veux entendre les commentaires des citoyennes et des citoyens de la province, de toutes les couches sociales et de tous les coins de l'Ontario.

Je veux entendre vos commentaires parce que nous avons encore beaucoup à faire et que nous pouvons le faire de façon plus efficace si nous travaillons ensemble.

Ensemble, nous pouvons harnacher le plein potentiel de la province et des 12,5 millions de personnes qui vivent en Ontario.

Merci, Monsieur le Président.

nos investissements
ont fait
une différence